

SYNTHESE

De Grünwald à Paris : Pourquoi l'éducation aux médias ?

La première session de travail avait pour objectif de revenir sur la question des fondements de l'éducation aux médias telle qu'elle avait été pertinemment formulée dans la Déclaration de Grünwald, tout en cherchant à situer les grands changements intervenus depuis vingt cinq ans. Pourquoi donc l'éducation aux médias ?

- parce que nous vivons dans un monde où les médias sont omniprésents et qu'il faut prendre en compte leur importance accrue dans le vie sociale, en particulier pour les jeunes ;
- parce que plutôt que de condamner ou de louer le pouvoir des médias, mieux vaut reconnaître qu'ils constituent un élément important de la culture contemporaine et peuvent favoriser la participation active des citoyens dans la société ;
- parce que l'écart qui sépare encore trop souvent les systèmes éducatifs et le monde qui nous entoure nuit à la préparation des jeunes générations à leur future vie d'adulte.

David Buckingham, de l'Institut d'Education de l'Université de Londres, premier témoin sollicité, a rappelé les grands changements tant technologiques, qu'économiques et sociaux, intervenus depuis la Déclaration de Grünwald, qui rendent encore plus urgente cette mobilisation en faveur de l'éducation aux médias : accélération des évolutions technologiques au service d'une communication interactive offrant des potentialités de démocratisation ; parallèlement, poussée des économies libérales vers une logique de consommation qui rend de plus en plus intriquées les relations entre le secteur public et le secteur privé et difficile le contrôle gouvernemental sur les médias ; profonds changements de la société contemporaine vers toujours plus d'individualisation, de mobilité et de flexibilité à l'inverse de ce qu'a pu être la culture des mass médias ; complexification des relations médiatiques entre les niveaux du local, du national et du global pour la préservation des identités et la construction d'une culture transnationale.

Il a souligné la situation paradoxale actuelle où les nouveaux moyens d'information et de communication offrent la possibilité de réduire certaines inégalités entre les membres d'une société et les peuples tout en en créant d'autres : d'où l'importance accrue de l'éducation aux médias, pour lutter contre l'inégalité d'accès aux différents médias, et de la formation des compétences nécessaires à leur maîtrise, pour développer une compréhension critique, non seulement des messages qu'ils délivrent mais aussi des forces politico-économiques qui les structurent, et pour encourager la participation active des jeunes fondée sur la valorisation des diversités culturelles et identitaires. La *Convention des Droits de l'Enfant* - droit à la liberté d'expression, à l'accès aux sources d'information et à la participation à la vie culturelle - adoptée à l'Unesco en 1989, permet de *faire de l'éducation aux médias un droit fondamental de l'humanité*. Cette mise au point ayant été faite - d'ailleurs à plusieurs reprises comme l'a souligné en conclusion David Buckingham - , reste à passer des recommandations aux actes et à « ne pas réinventer la roue », d'où un rappel de quelques uns des axes prioritaires d'intervention qui seront repris dans les recommandations finales.

Mais, on le sait, les situations politiques, économiques, sociales, culturelles et éducatives sont très diverses selon les régions, les pays et les continents et l'éducation aux médias est un champ d'intervention, de ce fait, très contextualisé. C'est ce dont a témoigné, au nom de l'Inde, le second intervenant, le professeur Keval J. Kumar, Directeur du Centre pour l'éducation aux médias et la recherche à Pune.

Après avoir dressé un vaste panorama de la situation médiatique à l'échelle de l'Inde actuelle et souligné les difficultés voire l'impossibilité du contrôle public en l'absence d'un organisme régulateur unique et puissant, Kéval J. Kumar a insisté sur la difficile situation de l'éducation aux médias dans un tel contexte. Amorcée dans les années 80 par quelques pionniers, membres pour la plupart de l'Eglise Catholique, et largement influencée par l'Australie et les Etats-Unis avec le soutien de l'UNDA¹, l'éducation aux médias en Inde s'est aussi appuyée, comme dans d'autres pays, sur des revendications nationalistes et anti-impérialistes : les régions du Sud de l'Inde s'opposant à la domination de la langue (l'Hindi) et de la culture du Nord. L'invasion satellitaire des années 90 puis les développements tant technologiques qu'économiques et culturels depuis le début du nouveau siècle ont complètement changé la donne et signé une véritable « révolution de la communication ».

Si, dans les Etats du Sud, la situation actuelle de l'éducation aux médias est très variable - intégrée ou non dans les cursus scolaires et pratiquée par des groupes actifs notamment les groupes de femmes ou des membres de SIGNIS² - il est peu probable que de telles actions soient menées dans les Etats du Nord, et les universités et instituts privés du pays forment des professionnels des médias sans aucune perspective critique. Témoin - comme Président de la section recherche en éducation aux médias de l'IAMCR³ - du déclin, au plan international, du mouvement pour l'éducation aux médias, Keval J. Kumar a terminé en insistant, comme il l'avait fait en 1990 lors du Colloque de Toulouse⁴, sur la nécessité, pour les pays en voie de développement, de concevoir une approche spécifique de l'éducation aux médias, en tenant compte des besoins et des ressources locales, portant sur les mass media qui restent dominants et sur leurs dimensions économiques et pas seulement langagières, mais aussi sur les interrelations entre les perspectives nationales et multinationales des anciens et nouveaux médias. En un mot, l'éducation aux médias exige un changement radical et de nouvelles recherches, des théories non empruntées aux pays développés, qui prennent en compte l'éducation à la citoyenneté et articulent éducation aux médias et développement. Le principal défi pour les futurs éducateurs aux médias semble bien être de maintenir l'équilibre entre la sauvegarde des libertés démocratiques et la résistance aux groupes de pression et autres lobbies, *autrement dit, de penser l'éducation aux médias comme une action politique au service de l'« autonomie critique » et non comme un sujet académique ou professionnel.*

C'est un contexte culturel nouveau qu'a évoqué le témoin suivant, Samy Tayie, Professeur à l'université du Caire et Président de l'Association *Mentor* : celui des pays arabes qui s'ouvrent actuellement à ce type de préoccupations comme en a témoigné le *Premier Congrès international de l'Education aux médias* qui s'est tenu à Ryadh en Arabie saoudite, en mars 2007.

Les évolutions technologiques ont touché les pays arabes comme les autres avec une télévision par satellite regardée par 90 % de la population et Internet accessible à 75 % des jeunes. Si les recherches sur les relations des jeunes et des médias ont commencé dès les années 80, elles ne se sont vraiment développées que depuis les cinq dernières années et témoignent, comme partout dans le monde, de différences sociales et géographiques ; les pratiques médiatiques ne concernent que rarement les enfants délaissés et ne s'intéressent pas au rôle des parents. Il n'y a pas de tradition de surveillance ou de contrôle parental et la télévision comme le cinéma restent les médias les plus appréciés compte tenu du taux d'analphabétisme dans la plupart de ces pays. Autant dire la nécessité de l'éducation aux

¹ Association catholique internationale pour la radio, la télévision et l'audiovisuel

² Association catholique mondiale pour la communication

³ Association internationale des études et recherches sur l'information et la communication

⁴ *L'éducation aux médias dans le monde : nouvelles orientations*, Bazalgette, C., Bévort, E., Savino, J., (coord) UNESCO/CLEMI/BFI, 1992, pp181-184.

médias pour les jeunes comme pour les parents et les enseignants. Et si dès le début des années 90, la plupart des gouvernements ont exigé la création de « laboratoires multi-médias » dans les écoles, il n'y a pas eu d'actions spécifiques en faveur de l'éducation aux médias avant l'atelier organisé en 2002 par l'Unesco en Egypte, après celui organisé en Tunisie. C'est dans ce contexte qu'a été organisé par l'Association *Mentor*, avec le soutien de l'Unesco et de la Commission Européenne, et en présence de Ministres de l'éducation de pays arabes et de membres de la famille Royale Saoudienne, le *Premier Congrès international de l'Education aux médias*⁵, suivi par 1500 participants venus de différents continents, enseignants, étudiants, professeurs d'université et professionnels des médias, ce qui a permis d'entrouvrir un dialogue interculturel. D'autres actions sont envisagées : le prochain Congrès qui se tiendra dans les Emirats Arabes Unis en mars 2008 ainsi, notamment, qu'un lourd programme de formation de six mois pour 3000 enseignants saoudiens qui se déroulera en partie en Arabie Saoudite et en partie en Europe. Cela devrait contribuer à clarifier la *grande confusion qui règne actuellement dans ces pays sur ce que peuvent être les concepts et les objectifs de l'éducation aux médias*.

Si, en revanche, il existe en Europe, de longue date, une tradition d'analyse critique des médias et de soutien à la production médiatique des jeunes, cela ne veut pas dire que la définition de l'éducation aux médias y soit claire pour tous et qu'il n'y ait pas encore d'actions à mettre sur pied pour en construire une approche européenne. C'est cet objectif que s'est donné la Commission Européenne comme en a témoigné Aviva Silver, Chef d'Unité à la Direction Générale de la Société de l'Information, responsable du programme MEDIA.

Fondée sur trois éléments essentiels – accès aux médias et à leur contenu, approche critique, aptitude à décrypter les messages des médias et connaissance de leurs modes de fonctionnement, capacités de création et de production médiatique – la « media literacy » doit concerner tous les médias, constitue un pré-requis pour les jeunes et les moins jeunes afin de participer activement à la vie citoyenne, représente un héritage porteur de l'identité culturelle européenne et permet à la fois de se protéger contre les effets nocifs des médias et de s'impliquer comme producteur et pas seulement comme consommateur d'informations.

Ont été évoquées les actions spécifiques en faveur des projets de « media literacy », menés entre 2002 et 2005 puis à partir de 2007, l'article 26 de la Directive Audiovisual Media Services (AVMS) qui demande à la Commission « *un rapport sur les niveaux de l'éducation aux médias dans tous les pays membres* », la constitution d'un groupe d'experts européens pour promouvoir les « bonnes pratiques », une grande consultation publique lancée fin 2006, une étude confiée à l'Université Autonome de Barcelone sur « Les tendances et les courants d'éducation aux médias en Europe » (http://ec.europa.eu/avpolicy/media_literacy/index_en.htm) et enfin, pour compléter cet ensemble, fin 2007, une Communication sur la « media literacy » sera adoptée par la Commission.

En terminant, Aviva Silver a rappelé que s'il revient aux autorités compétentes des Etats membres de décider d'inscrire la « media literacy » dans les cursus scolaires et aux autorités locales, plus proches des citoyens, de soutenir les initiatives d'éducation non-formelle, le rôle de la Commission Européenne est de renforcer l'identité européenne : cela devrait permettre d'atteindre ainsi les objectifs fixés au Conseil Européen de Lisbonne de 2000, en particulier en ce qui concerne la compétitivité de l'économie de la connaissance au service de la société du savoir.

Après le rappel des grands principes sur lesquels se fonde l'éducation aux médias et les raisons actuelles d'en renforcer le développement, dans les différents contextes évoqués par

⁵ Voir l'ouvrage publié par l'International Clearinghouse on children, youth and media : <http://www.nordicom.gu.se/clearinghouse.php>

les grands témoins, les trois tables rondes qui suivirent avaient pour objectif d'en préciser les avancées, les obstacles et les tendances depuis la déclaration de Grünwald, à la fois au plan des pratiques et des stratégies, dans les systèmes éducatifs formels et non formels.

Quelles pratiques pédagogiques ont été développées à travers le monde ?

Les participants se sont entendus pour faire un bilan d'étape relativement positif, soulignant les percées et les acquis, ainsi que les positions consolidées de l'éducation aux médias, malgré la relative « jeunesse » du champ. Les pratiques sont nombreuses, avec des réussites notables, mais à petite échelle, celle de la classe ou de la région. Le passage à l'échelle nationale est rare et, lorsqu'il a lieu, se propose majoritairement sous la forme optionnelle. Le sentiment est très net de la temporalité actuelle et de la fenêtre d'opportunité qu'elle ouvre pour une deuxième phase de l'éducation aux médias, de l'expérimentation pédagogique à la diffusion généralisée des pratiques car le besoin social de cette extension se fait sentir, exacerbé par les avancées technologiques dans les médias et par la mondialisation et les nouveaux défis de la société de l'information, que l'Unesco préfère appeler « les sociétés du savoir ». Des obstacles récurrents ont néanmoins été soulignés, malgré ces progrès incontestables ayant donné lieu à une mise en œuvre partielle de l'éducation aux médias dans beaucoup de pays. Certains sont structurels, d'autres intellectuels et culturels.

La faiblesse structurelle vient du peu d'insertion de l'éducation aux médias dans la formation initiale des maîtres, malgré le lobbying de certains secteurs de la société civile. Par contraste, la formation continue des enseignants est plus développée et plus performante. La réalité du terrain montre « des enseignants recyclés plutôt que spécialisés », selon Thierry de Smedt (Belgique). L'absence de champ d'intervention dans l'université contribue à cette situation de stagnation structurelle car la discipline est en mal de reconnaissance. Il en résulte un manque de cadre conceptuel général pouvant unifier les pratiques ainsi qu'une pénurie de modèles théoriques transformés en méthodes.

Les autres faiblesses varient selon les contextes éducatifs et la perception du rôle de l'école dans une société donnée. Elles tendent à relever du manque d'appropriation de l'éducation aux médias de la part des enseignants, perçus comme le maillon faible dans la chaîne de transmission scolaire. Ceux-ci, dans leur grande majorité, attendent des recettes et du « prêt à enseigner » d'après Jacques Piette (Canada). Ils pâtissent aussi du manque de coordination et du manque de priorités de leurs autorités de référence et d'évaluation (ministères, rectorats, inspection générale,...). L'absence de dissémination de la recherche peut mener à des confusions entre éducation *par* les médias et éducation *aux* médias, entre effets et usages, sans parler d'une sorte de « pensée magique » de la technologie dont le déterminisme reste puissant dans les mentalités, selon Roxanna Morduchowicz (Argentine).

Les avancées sont néanmoins majeures, si l'on prend en considération le fait que l'éducation aux médias est relativement récente. La voie la plus prometteuse est celle de l'innovation pédagogique, qui détient le potentiel de rénover l'école, voire de « modifier les médias », selon Toshiko Miyazaki (Japon), car elle transforme les apprenants en usagers actifs, critiques et exigeants. L'éducation aux médias se présente comme une compétence transversale, qui a pour but de développer la pensée critique et analytique et, à ce titre, devrait faire partie du socle de compétences de base, commun à toutes les disciplines scolaires.

L'autre avancée prometteuse vient des supports médiatiques eux-mêmes. Les initiatives peuvent être prises par des entités hybrides hors l'école, comme l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) qui développe des outils médiatiques « avec une conception exigeante de leurs attentes pédagogiques » selon Xavier Lemarchand (France). Le support numérique est calculable et dynamique et permet la segmentation des données, d'une part, et la recherche « intelligente », d'autre part. Il est donc désormais possible de mettre à disposition des enseignants et des apprenants des outils d'annotation, de segmentation et de recombinaison des productions audiovisuelles et multimédia. Ils présentent l'avantage d'être contextualisables, de réintroduire les éléments de production en amont, de réception en aval. Cependant il est à remarquer que parfois l'offre proposée par ces outils performants est trop complexe et disproportionnée par rapport à ce que peut faire l'école au quotidien, ce qui ouvre des possibilités en auto-formation, tant de l'enseignant que de l'apprenant.

Les défis à relever pour l'avenir sont en correspondance avec le diagnostic initial. Il s'agit surtout de trouver plus de place pour l'éducation aux médias dans la formation initiale des maîtres (où elle est en concurrence avec d'autres thématiques, comme l'éducation à la sexualité, la citoyenneté, ...). Il apparaît comme urgent de travailler au plus près des enseignants, en incluant l'apport des apprenants dès la mise en place du matériel et des pratiques pédagogiques. L'articulation entre lecture critique et production de médias d'expression est ici cruciale. L'important est d'éviter les recettes mais de proposer, au sein du socle de compétences de base, une réelle lisibilité et visibilité de l'éducation aux médias. La mise en place d'un curriculum, qui affiche clairement les priorités, les pédagogies et leur évaluation semble être la pierre angulaire de ce processus. L'approche modulaire, mise en évidence dans le kit sur l'éducation aux médias publié par l'Unesco (2007), est avancée par la plupart des participants, le cas de la Russie, présenté par Alexander Fedorov, étant exemplaire de la viabilité de cette approche et de sa capacité à la localisation.

Relever un tel défi implique une réflexion sur la nature et le rôle de l'éducation aux médias dans l'école classique, avec le besoin de débattre des enjeux et des ressources. Face aux défis de la société de l'information, les universités et les autres lieux de formation classique ne sont plus les seuls en possession des sujets ayant trait aux médias et aux technologies, et pour parer à l'assaut du secteur privé dont les incursions sont de plus en plus nombreuses dans l'éducation aux médias, il faut adopter « une politique intégrale », pour reprendre l'expression de Javier Arevalo Zamudio (Mexique). Les échanges internationaux et la comparaison des pratiques s'avèrent aussi être des possibilités fructueuses par le partage de l'expertise et la prise en compte de la diversité culturelle tant à l'école que dans les médias.

Quels dispositifs d'intégration de l'éducation aux médias dans les politiques éducatives ont été mis en place à travers le monde ?

Si nous nous entendons tous pour estimer que Grünwald a marqué une étape décisive dans la réflexion sur l'éducation aux médias, cette table ronde se doit de poser deux questions. Quelles en ont été les suites concrètes au sein des systèmes éducatifs ? Dans le futur, quelles seront les grandes lignes de l'éducation aux médias et de sa transposition dans les politiques éducatives ?

Après l'expression, la créativité, la participation, la formation, la recherche, ...quels seront les nouveaux mots-clés de cette éducation ?

Telles étaient les questions de Susanne Krucsay (Autriche) aux différents intervenants de cette table ronde.

Au regard de l'histoire de l'école et de celle des disciplines scolaires, l'histoire de l'éducation aux médias est très courte. Entre bilan et avenir se pose désormais la question du changement d'échelle dans les pratiques scolaires. Cette question doit être bien entendue relativisée et envisagée différemment selon les contextes historiques, culturels et économiques. Comme l'ont souligné les orateurs, elle doit être considérée avec certaines précautions mais sans oublier que l'accélération des mutations de la société de l'information requiert partout une réponse urgente.

Catherine Bizot, inspectrice générale de lettres, s'interroge, à partir d'une enquête conduite dans le système éducatif français, sur les obstacles qui n'ont pas permis malgré un travail de qualité durant vingt cinq ans dans tous les axes prévus par la déclaration de Grünwald, que ce domaine gagne en importance et en visibilité. Les obstacles structurels, culturels, psychologiques ou administratifs restent nombreux et seule une parole politique forte sur cette question serait susceptible de les vaincre. L'éducation aux médias manque sans doute également d'une définition suffisamment claire des champs qu'elle couvre et l'ambiguïté sur ses contenus précis demeure trop forte.

Mustafa Ennaïfar, évoque aussi les obstacles existant en Tunisie. Ils sont probablement d'une autre ampleur car l'éducation aux médias n'apparaît en tant que telle que depuis très peu de temps et majoritairement dans deux domaines spécifiques : l'image et les technologies de l'information et de la communication. Toutes les mesures évoquées pour les autres systèmes éducatifs (formation des enseignants, équipements, production d'outils...) auraient probablement des effets positifs mais il reste convaincu de ce que le caractère obligatoire de cet enseignement reste le facteur déterminant pour provoquer une évolution réelle.

En Turquie, l'éducation aux médias en est également à ses débuts mais sa nécessité dans un contexte de bouleversement des médias se fait clairement ressentir. Yasemin Inceoglu évoque les cours d'éducation aux médias récemment mis en place en fin de secondaire à l'initiative conjointe du ministère de l'éducation et de l'autorité de régulation. Bien entendu, on est loin encore d'un pays « éduqué aux médias » mais il faut se garder de tout pessimisme car cette thématique revêt une tonalité particulière au moment où la Turquie, à la porte de l'Union Européenne, inscrit cette réflexion dans une perspective de respect des droits de l'homme et de développement d'une société démocratique.

Perspective que privilégie systématiquement le Conseil de l'Europe pour lequel, l'éducation aux médias s'inscrit dans la logique du droit à la liberté d'expression, du droit à l'information et de la formation professionnelle des journalistes. Au delà de ces propos, Bernard Dumont rappelle que les systèmes éducatifs ont une responsabilité fondamentale dans les programmes, les équipements, mais aussi dans l'évaluation des acquis et des compétences. Pour autant, ils ne sont pas seuls concernés et aujourd'hui la question de l'éducation aux médias doit s'inscrire comme bien d'autres dans la logique de l'éducation et la formation tout au long de la vie.

Roxana Morduchowicz est convaincue du bien fondé du travail auprès des parents car l'Argentine développe une série d'actions et d'initiatives dynamiques dans ce sens pour impliquer les familles dans le travail d'éducation aux médias. Même si son objectif fondamental est de renforcer durablement les actions entreprises pour légitimer pleinement l'éducation aux médias dans les écoles. Pour elle aussi, les obstacles demeurent surtout du côté des enseignants, chez qui elle perçoit des sentiments plutôt négatifs vis-à-vis des médias

et de cette culture jeune des médias. L'éducation aux médias a été récemment mentionnée dans la nouvelle loi concernant l'éducation mais les défis à relever sont encore nombreux.

Les intervenants ont manifesté le désir et la nécessité que l'éducation aux médias soit officialisée dans leurs systèmes éducatifs. Mais si un changement d'échelle devient indispensable, il doit s'accompagner d'un changement de culture que ne peut assurer seule la formation des maîtres. Une parole politique forte en adéquation avec la demande sociale est partout nécessaire pour inscrire cet enseignement dans les priorités de l'école.

La richesse et la grande diversité des opérations conduites traduit le foisonnement de l'éducation aux médias. Peut être doit-on aujourd'hui pour organiser l'avenir faire ressortir plus nettement les lignes de force, structurer plus nettement cette diversité, penser et définir cette éducation de façon à la partager plus largement.

Quels acteurs se sont mobilisés en dehors du cadre scolaire ?

Parce que l'éducation aux médias ne se conçoit pas comme un enseignement exclusivement scolaire, parce qu'elle concerne et implique de nombreux acteurs, outre les enseignants, et parce qu'elle vise non seulement les jeunes mais également les adultes, il est fondamental de s'intéresser aux activités d'éducation aux médias pouvant être développées en dehors de l'école et de s'interroger sur leur articulation avec le dispositif scolaire et sur la façon de sensibiliser et de mobiliser davantage l'ensemble des acteurs concernés en dehors de l'école afin qu'ils apportent leur contribution à la dynamique du mouvement en faveur d'une généralisation de l'éducation aux médias, en tant que composante de l'éducation tout au long de la vie.

Par son objet même l'éducation aux médias doit associer les médias c'est-à-dire les journalistes, les rédacteurs en chef, les personnes chargées de la programmation, les producteurs, les médiateurs, les écoles de journalisme, etc. Or de même que l'école a des difficultés à s'ouvrir au monde extérieur, les médias tendent à constituer un monde relativement fermé et paradoxalement peu enclin au débat et à la critique extérieure. Les médiateurs, comme Jean-Claude Allanic, ancien Médiateur de France 2, ont précisément pour mission de favoriser cette ouverture des médias et l'échange avec le public. Les médias devraient être plus attentifs aux attentes du public, à leur responsabilité sociale à l'égard des citoyens en tant que faiseurs d'opinion et quatrième pouvoir dans les sociétés démocratiques. A cet égard la formation des journalistes devrait intégrer des enseignements plus poussés en matière de droit et d'éthique.

Les médias ont d'ailleurs un intérêt commercial à se rapprocher de leurs audiences afin de mieux connaître leurs besoins et leurs souhaits, d'adapter l'offre à la demande et afin de se faire connaître et de susciter l'intérêt auprès d'un public ou d'un lectorat potentiel. Cet intérêt partagé a été bien compris par l'Association mondiale des journaux qui a développé depuis de nombreuses années un programme d'introduction des journaux en classe. Ceux-ci sont utilisés comme outils pédagogiques et supports de différentes matières. Ils favorisent l'apprentissage des valeurs démocratiques et participent à l'éducation à la citoyenneté active, stimulent les performances des élèves et sensibilisent à la presse un futur lectorat comme l'a souligné Aralynn Mc Mane.

Les médias locaux ou communautaires, comme Bush Radio en Afrique du Sud, connue pour être « la mère des radios communautaires en Afrique », qui sont plus proches de leur

audience et par essence participatifs, ont une conscience plus aiguë de leur responsabilité à l'égard de la société et mettent en place des projets qui permettent à la population de prendre part à leurs activités et d'interagir. La mission même de Radio Bush est de permettre aux communautés d'affirmer leur dignité, leur identité et de promouvoir leur responsabilité sociale et leur réflexion critique. Ainsi Bush radio a lancé, en 1996, un projet destiné aux jeunes avec un double objectif : mettre à leur disposition des outils de compréhension des médias et leur donner une voix. Ce projet qui comporte un programme de formation et d'évaluation remporte un franc succès. Pour Adrian Law, la liberté d'expression et l'éducation aux médias vont de pair.

L'Ofcom, l'organisme de régulation des communications au Royaume Uni, partage cette approche considérant que l'éducation aux médias contribue à favoriser l'auto-régulation des utilisateurs. Alors que le paysage médiatique connaît de grandes mutations et que le système de régulation tend à évoluer vers la co-régulation, les usagers devront exercer une part de responsabilité parallèlement à la régulation traditionnelle assurée par les autorités indépendantes. Avec le développement du haut débit, de l'internet, des mobiles, etc., l'offre des médias connaît une croissance exponentielle et les jeunes ont un niveau de consommation élevé et participent activement au développement de nouveaux usages sur l'internet. Les médias occupent une place de plus en plus importante dans la vie de tous les jours. Dans un tel contexte, la connaissance des médias et de leurs usages devient une condition utile et nécessaire à une participation réelle et effective à la société. Elle constitue un instrument de lutte contre l'exclusion sociale et devient indispensable au même titre que l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Avec le développement de l'internet, il faut éviter l'écueil d'une formation qui serait concentrée sur l'utilisation des outils et négligerait l'analyse critique des contenus et se tourner également vers les populations adultes qui ne bénéficient pas d'une formation dans le cadre scolaire. L'éducation aux médias est une mission statutaire de l'Ofcom comme l'a rappelé Fiona Lennox. En 2006, l'Ofcom a publié une enquête sur les connaissances et compétences en matière d'éducation aux médias au Royaume Uni qu'elle utilise pour sensibiliser les différents acteurs concernés aux enjeux de l'éducation aux médias et pour aider à la coordination et à la cohérence des messages adressés aux consommateurs et aux citoyens. Sous son impulsion, la BBC et Channel 4 ont initié des projets innovants et stratégiques en faveur de la sensibilisation du public aux enjeux de l'éducation aux médias. Ces projets donnent aux jeunes les compétences leur permettant de produire leurs propres reportages et de présenter leur analyse d'un sujet. L'Ofcom a également encouragé le développement d'actions en direction des personnes âgées de plus de 65 ans qui utilisent très peu l'internet car elles n'en connaissent pas les usages possibles et considèrent qu'elles n'en ont pas l'utilité, par manque de confiance ou par manque de compétences techniques pour utiliser les services offerts. L'Ofcom a soutenu par exemple la « semaine des apprenants adultes » couvrant des événements organisés dans différents lieux (cafés, hôpitaux, musées, prisons, etc.). Les trois dernières éditions ont été consacrées à l'éducation aux médias et mobilisent de plus en plus de participants chaque année.

Hormis les médias et les organismes de régulation, les associations comptent parmi les acteurs clés de l'éducation aux médias et ont souvent été, dans de nombreux pays, les premières à avoir conscience de l'importance des enjeux de l'éducation aux médias et à se mobiliser en faveur de son développement. Kathryn Montgomery de l'Université américaine en a apporté le témoignage à travers son expérience de co-fondatrice et ancienne directrice d'une ONG, le Centre pour l'éducation aux médias. Outre les associations consacrées à l'éducation aux médias, de nombreuses autres travaillent sur des thèmes en relation étroite avec ce domaine, qu'il s'agisse d'associations de parents et enseignants, d'associations de

professionnels des médias, ou d'associations de défense des libertés fondamentales. Ainsi les associations de diffuseurs ou d'opérateurs ont vu dans la promotion de l'éducation aux médias un outil en faveur de l'auto-régulation et un argument stratégique de lutte contre les tentatives de réglementations des contenus par le gouvernement américain. Le développement des médias électroniques en donnant aux utilisateurs la possibilité d'une participation accrue, de la créativité et de l'interactivité (à travers les blogs, les plateformes d'échanges et de réseaux sociaux, etc.) devrait permettre de renforcer la prise de conscience du lien entre éducation aux médias et éducation à la citoyenneté. Aux Etats-Unis, cette évolution du paysage médiatique a entraîné un renouvellement de la vision de l'éducation aux médias, de son rôle et de ses fonctions, alors qu'elle était principalement axée sur la protection des enfants et sur la garantie d'un environnement médiatique de qualité pour les jeunes.

L'exemple du collectif inter-associatif enfance et médias (CIEM), qui regroupe en France des associations éducatives, de jeunesse, de parents d'élèves, de familles, de chercheurs, etc., participe de la mobilisation de la société civile afin de peser dans le débat public et d'influer sur les décisions politiques. Pour ce rassemblement d'ONG très diverses l'éducation aux médias ne se borne pas au seul champ éducatif mais recouvre des enjeux de démocratie, de société, de participation, de liberté d'expression, de droits des citoyens, etc. C'est la raison pour laquelle il s'inscrit dans une approche stratégique multi-acteurs et entend faire émerger un pouvoir citoyen et lui donner toute sa place à côté des pouvoirs publics et des industries médiatiques dans les débats concernant les médias qui connaissent une marchandisation croissante. Il défend le principe selon lequel l'éducation aux médias doit faire l'objet d'une responsabilité partagée par l'ensemble des acteurs concernés, et ne pas être exclusivement portée par les enseignants, et doit être considérée comme une éducation pour tous c'est-à-dire trouvant aussi sa place dans les lieux de l'éducation informelle et s'adressant aussi aux adultes et en particulier aux personnes « relais ». Les médias doivent consentir des efforts afin de mettre en œuvre une politique de promotion et de création de programmes de qualité pour les jeunes ayant une dimension citoyenne, prenant en compte la diversité culturelle et pouvant être soutenue par les pouvoirs publics. La recherche sur la relation entre les médias et les jeunes devrait également être développée. A chacun de ces niveaux d'action et concernant chacun de ces acteurs clés, les pouvoirs publics devraient avoir un rôle incitatif et afficher une politique engagée qui soutienne la mobilisation de tous les partenaires et permette un véritable changement d'échelle.

L'élément déterminant et primordial pour la généralisation de l'éducation aux médias et le changement d'échelle demeure, comme Regina de Assis l'a souligné au nom de l'association brésilienne Multirio, l'engagement politique qui est déterminant pour le choix des priorités d'action et la mobilisation de ressources suffisantes à tous les niveaux.

Evelyne Bevort, Divina Frau-Meigs, Geneviève Jaquinot-Delaunay, Catherine Souyri